



« Libération » : Laurent Joffrin se recycle, les salariés toujours dans l'incertitude

Alors que son départ était jusque-là annoncé pour la fin de l'année, Laurent Joffrin a quitté ses fonctions de directeur de la rédaction, co-gérant et directeur de la publication de *Libération* avec plusieurs mois d'avance. Ce 20 juillet, il a en effet officialisé son « appel à une refondation de la gauche », annoncé quatre jours plus tôt, et le lancement de son mouvement politique.

A 68 ans, après 43 ans de journalisme, de l'AFP au *Nouvel Observateur* et à *Libération* - avec plusieurs allers-retours à la direction de ces deux dernières rédactions -, Laurent Joffrin, ancien membre du PS et du MJS, en appelle donc à une gauche ni « entièrement écologiste, ni bien sûr d'extrême gauche », mais « réaliste ». Sa conférence de presse s'est complétée de la publication d'une tribune signée par 150 personnes, dont des écrivains, des artistes et des intellectuels.

« Nous voulons la refondation d'une gauche réaliste, réformiste, une gauche de transformation sociale, qui affronte les défis d'aujourd'hui et qui redonne au pays le goût de l'avenir, en tout cas l'espoir d'un monde meilleur », a notamment déclaré Laurent Joffrin, qui ajoute : « On se situe dans le courant qui agit et qui réforme, on part de la société civile mais il s'agit bien d'avoir un débouché politique ».

L'annonce de Laurent Joffrin n'a pas manqué de susciter des réactions et des interrogations dans le monde politique et parmi ses commentateurs. De quelle gauche exactement se réclame Laurent Joffrin ? Son opération serait-elle inspirée, voire pilotée, par l'ancien président François Hollande en vue de la Présidentielle de 2022 ? Il ne nous appartient pas de répondre à ces questions ni de prendre position sur le bien fondé de cette initiative.

En revanche, le SNJ-CGT note que les salariés et la Société des journalistes et du personnel de *Libération* (SJPL), dans un communiqué au ton très sec publié le 16 juillet, déclarent avoir « pris connaissance des projets politiques et de la démission de Laurent Joffrin » et que « mise devant le fait accompli, la rédaction constate que ce nouvel engagement personnel est incompatible avec la poursuite de toute activité éditoriale au sein de *Libération* ». « Laurent Joffrin veut faire de la politique, nous faisons du journalisme », insistent-ils.

En mai dernier, le groupe de Patrick Drahi, Altice, maison-mère de *Libération*, annonçait la future cession du quotidien à une fondation qui reste à créer. Laurent Joffrin avait alors précisé que, malgré l'abandon de ses fonctions à la tête du journal, il en resterait le principal éditorialiste et qu'il

continuerait à signer sa lettre politique quotidienne. Le lancement de son mouvement politique n'a visiblement rien changé à ses intentions. Tout comme il est toujours prévu qu'il soit, aux côtés de deux hauts dirigeants d'Altice, un des trois membres du conseil d'administration de la fondation qui chapeautera *Libération*.

Le SNJ-CGT rappelle que si Laurent Joffrin s'est visiblement trouvé une nouvelle carrière, les salariés de *Libération* sont, eux, dans l'angoisse du lendemain. Les grosses inquiétudes quant à l'avenir du quotidien et de son équipe, listées dans [notre communiqué du 15 mai](#), restent en effet d'actualité. Qui financera le développement de *Libération* ? Quelle sera la place de l'équipe du quotidien dans les structures de la fondation ? Comment peut être garantie l'indépendance du journal ? Il en faudra un peu plus que les promesses faites par l'actionnaire en mai dernier. Car comme on dit souvent dans le monde politique : « Les promesses n'engagent que ceux qui y croient... »

Montreuil, le 21 juillet 2020